

République Française
Département de l'Aube
Arrondissement de Troyes
Commune de Mussy-sur-Seine

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Mussy-sur-Seine
SEANCE DU 7 JANVIER 2022

Date de la convocation : 3 janvier 2022

Date d'affichage : 13 janvier 2022

L'an deux mille vingt-deux, le sept janvier à dix-huit heures trente, le Conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Henri PETIT DE BANTEL, Maire.

Présents : DESMIER Jean-Louis, LOISEAU Marie-Luce, PETIT de BANTEL Henri, PETOT Laurence, ROYER Georges, CORNAGGIA Mattéo, HAUDQUET Alexandre, MANCHON Marc, WOTAWA Pierre

Représentés : CHASSAIN Martine par PETOT Laurence, FASENTIEUX Sylvie par ROYER Georges, DULIERE Charlotte par DESMIER Jean-Louis, PASTORET Geoffroy par CORNAGGIA Mattéo

Absents : GORCE Sophie, JACQUEL Pascale

Secrétaire : Madame PETOT Laurence

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire propose de rajouter deux points à l'ordre du jour concernant la rénovation partielle du réseau assainissement, avenant ARTELIA, et avenant PMM conseil, le conseil accepte.

La séance est ouverte.

1B_22 AMENAGEMENT FORET MUSSY SUR SEINE 2022-2041
--

La forêt communale de Mussy sur Seine, d'une superficie de 1682,32 ha est située dans la région naturelle des Bars sud et entoure la commune. Elle repose sur un plateau bordé de versants plus ou moins prononcés dont l'altitude varie de 180 à 340 m. De nouvelles parcelles relevant du régime forestier ont été ajoutés au cours de l'aménagement précédent faisant passer la surface de 1590 ha à 1682 ha.

Principaux objectifs de l'aménagement forestier

Le principal objectif de cet aménagement est d'adapter la forêt aux changements climatiques annoncés en favorisant au maximum la diversité en essence voire en introduisant de nouvelles essences.

Pour cela, toute la forêt sera convertie en futaie irrégulière, ce qui permettra de ne pas mettre de grandes surfaces à nu et de pouvoir se servir des peuplements existants pour répondre aux changements globaux.

Des travaux guidés par des investissements réfléchis avec des apports d'essences variées seront réalisés en fonction des stations pour se concentrer sur les zones les plus productives.

Deux parcelles seront classées en ilot de vieillissement (parcelles 68 et 77) avec un diamètre d'exploitabilité de 100 cm pour produire des très gros bois et créer un milieu favorable aux espèces inféodées à ces milieux.

L'aménagement s'adaptera à la mise en place d'un statut protecteur dans la Combe au Loup dès que celui-ci sera complètement défini.

Programme d'action

Coupes

La rotation des coupes dans les peuplements traités en irrégulier sera comprise entre 8 et 12 ans en fonction de la productivité des sols ainsi que du capital sur pied. Les coupes seront principalement des coupes d'irrégularisation pour gérer le sous étage, retirer les bois mal conformés et prélever les bois arrivés à maturité.

Dans les peuplements de douglas, les rotations sont fixées à 8 ans avec pour objectif de créer des puits de lumière favorisant la régénération naturelle de douglas avec un mélange feuillu.

Bilan prévisionnel

L'application de cet aménagement devrait permettre une récolte de bois estimée à environ 100 000 m³ en 20 ans sur l'ensemble de la forêt soit 3,1 m³/ha/an. Les prélèvements sont un peu plus élevés par rapport à l'aménagement précédent mais restent en cohérence avec les capacités de production de la forêt.

Le Maire indique que le Conseil est invité à se prononcer sur le projet d'Aménagement de la Forêt Communale de MUSSY SUR SEINE établi par l'Office National des Forêts pour la période 2022 – 2041 en vertu des dispositions de l'article L212-1 du Code Forestier.

L'ONF expose les grandes lignes du projet qui comprend :

- Un ensemble d'analyses sur la forêt et son environnement ;
- La définition des objectifs assignés à cette forêt ;
- Un programme d'actions nécessaires ou souhaitables sur le moyen terme ;

Entendu l'exposé des agents de l'ONF et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un **AVIS FAVORABLE à l'unanimité** au projet d'Aménagement proposé et demande aux services de l'Etat l'application des dispositions du 2° de l'article L122-7 du code forestier pour cet aménagement, au titre de la législation propre aux sites Natura 2000), conformément aux dispositions des articles R122-23 et R122-24 du code forestier.

1_22 - RGPD

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que :

Le règlement européen 2016/679 dit « RGPD », entré en vigueur le 25 mai 2018, impose de nombreuses obligations en matière de sécurité des données à caractère personnel traitées par la commune de MUSSY SUR SEINE, dont le non-respect entraîne des sanctions lourdes.

Le RGPD s'applique à commune de MUSSY SUR SEINE pour tous les traitements de données personnelles, qu'ils soient réalisés pour son propre compte ou non et quel que soit le support utilisé, papier ou informatique.

La commune faisait appel au service du CDG54 jusqu'au 31/12/2021.

Afin de répondre aux obligations en la matière des collectivités territoriales et des établissements publics aubois qui le souhaitent, le CDG 10 propose à compter du 1^{er} janvier 2022 au 31 Décembre 2026, une mission RGPD dont la finalité sera d'assister et de conseiller l'Autorité Territoriale :

- dans la démarche d'évaluation des risques liés à la protection des données personnelles
- et dans la mise en place d'une politique de mise en conformité avec le RGPD.

Elle comprendra :

- La mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données, dont la désignation constitue une obligation légale pour toute entité publique. Un agent disposera d'une formation spécifique et d'une expérience certaine en la matière. Il sera assisté d'une équipe dédiée au RGPD.
- Des réunions d'information /sensibilisation
- La mise à disposition d'une base documentaire : modèles types (fiches de registre, mentions...) / procédures types / supports de communication
- L'accompagnement dans la réalisation des états de lieux / inventaires
- L'accompagnement à la réalisation des fiches de registre et à la mise à jour du registre de traitements
- Des conseils / recommandations / avertissements / préconisations de plan d'actions en matière de protection des données
- L'accompagnement à la réalisation des analyses d'impact
- L'analyse sur demande de la conformité au RGPD de contrats / conventions / formulaires / dossiers... et apport de préconisations et de mentions
- L'accompagnement dans le traitement des demandes d'exercice de droits
- L'accompagnement en cas de violation de données
- Le relais auprès de la CNIL
- La présentation d'un rapport annuel

Le coût annuel de cette mission pour la commune de MUSSY SUR SEINE au titre de l'exercice 2022 est de 1000€

Le Conseil après en avoir délibéré décide :

* d'autoriser le Maire à signer la Convention d'adhésion à la mission R.G.P.D. avec le Centre de Gestion de l'Aube,

* d'inscrire les crédits nécessaires au budget de la Collectivité.

Le Conseil adopte à l'unanimité des membres présents

2_22 - CHOIX DE L'ENTREPRISE RENOVATION PARTIELLE RESEAU ASSAINISSEMENT

Monsieur DESMIER Jean Louis rappelle les délibérations n° 32-18 du 18 juillet 2018, 39-18 du 24 septembre 2018, 67-19 du 21 octobre 2019 et 04-20 du 11 mars 2020 portant attribution de l'Assistance à maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre.

Le projet a été scindé en deux parties : la réhabilitation du réseau existant et la station d'épuration en prenant en compte le raccordement de la commune de Plaines Saint Langes.

Une consultation MAPA a été lancée pour la réhabilitation du réseau existant divisé en deux phases :

- Quais et antennes,
- Chemin Saint Langis

4 entreprises ont présenté une candidature.

L'analyse des offres effectuée en accord avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre a été présentée devant la commission MAPA en date du jeudi 16 décembre 2021.

La Commission MAPA propose de retenir l'offre de la société SCHMIT TP pour un montant de 453 837.47 € HT soit 544 604.96 € TTC pour la phase Quai et antennes, et un montant de 86 148.16 € HT, soit 103 377,80 € TTC pour la phase Chemin Saint Langis, soit un montant total de 539 985,63 € HT, soit 647 982.76 € TTC.

Après délibération, Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **VALIDE** la séparation du projet en deux parties : Réhabilitation du réseau existant et station d'épuration,
- **VALIDE** le choix de la commission MAPA concernant l'appel public à la concurrence relatif aux travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement
- **DECIDE** d'attribuer le marché à la société **SCHMITT TP, Rue de la Creuse 21400 VANVEY**, pour un montant de 453 837.47 € HT soit 544 604.96 € TTC pour la phase Quai et antennes, et un montant de 86 148.16 € HT, soit 103 377,80 € TTC pour la phase Chemin Saint Langis, soit un montant total de 539 985,63 € HT, soit 647 982.76 € TTC.
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

3_22 - AVENANT 2 ARTELIA MAITRE D'ŒUVRE TRAVAUX ASSAINISSEMENT

Monsieur DESMIER Jean Louis rappelle les délibérations 32/18 du 18 juillet 2018 et 67/19 du 21 octobre 2019 concernant la Maîtrise d'œuvre des travaux d'assainissement (Réseaux et station d'épuration) de Mussy sur Seine avec le groupement ARTELIA VILLE ET TRANSPORT/Sylvie PERRAD BORLET.

L'ajout de la Commune de Plaines Saint Lange dans le projet génère un décalage entre la réalisation des travaux sur les réseaux et ceux sur la station d'épuration, dû à la reprise des études de conception et aux nouvelles données à prendre en compte dans le dimensionnement de la station d'épuration.

De ce fait, il convient d'apporter des modifications au marché de Maîtrise d'Œuvre. Le montant proposé de la modification est de 13 402,83 € HT, soit 16 083,40 € TTC.

Après délibération, le Conseil Municipal, accepte à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la modification du contrat de Maîtrise d'Œuvre avec le groupement ARTELIA VILLE ET TRANSPORT/Sylvie PERRAD BORLET pour 13 402.83 € HT soit 16 083,40 € TTC, ce qui porte le marché à un montant total de 83 494.33 € HT soit 100 193.20 € TTC,
- **PRECISE** que le montant de cet avenant sera inclus dans le montant total prévu pour les travaux,
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier (y compris les avenants si nécessaire)

4_22 - AVENANT 2 PMM CONSEIL ASSISTANCE MAITRE D'OUVRAGE

Monsieur DESMIER Jean Louis rappelle les délibérations n°66/13 du 13 juin 2013, 125/13 du 15 octobre 2013, 32/14 du 17 mars 2014, 36/17 du 03 juillet 2017, 39/18 du 24 septembre 2018, 67/19 du 21 octobre 2019 et 04/20 du 11 mars 2020 concernant l'Assistance à Maîtrise d'ouvrage des travaux d'assainissement (Réseaux et station d'épuration) de Mussy sur Seine conclu avec la société PMM CONSEIL.

L'ajout de la Commune de Plaines Saint Lange dans le projet génère un décalage entre la réalisation des travaux sur les réseaux et ceux sur la station d'épuration. La mission d'AMO doit donc être prolongée de 12 mois supplémentaires.

De ce fait, il convient d'apporter une modification au marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage. Le montant proposé de la modification est de 3 350,00 € HT, soit 4 020,00 € TTC.

Après délibération, le Conseil Municipal, accepte à l'unanimité :

- **ACCEPTE** la prolongation du contrat d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage avec la société PMM CONSEIL de 12 mois supplémentaires,
- **ACCEPTE** la modification du contrat d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage avec la société PMM CONSEIL de 3 350.00 € HT soit 4 020,00 € TTC, ce qui porte le marché à un montant total de 12 950.00 € HT soit 15 540.00 € TTC,
- **PRECISE** que le coût de cette AMO sera inclus dans le montant total prévu pour les travaux,
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce dossier (y compris les avenants si nécessaire)

5_22 - AMORTISSEMENT EAU ET ASSAINISSEMENT

Madame LOISEAU Marie Luce rappelle à l'assemblée que, conformément à l'instruction comptable M49, il convient de procéder à l'amortissement des immobilisations ainsi qu'à l'amortissement des subventions perçues.

Après délibération, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- **DECIDE** de procéder à l'amortissement linéaire suivant à compter du 1^{er} janvier 2022.

Immobilisation à amortir

Renouvellement pompe 2 poste relèvement camping	7 401,41 € sur 20 ans soit 370.07€/an
Remplacement rue motoréducteur pont racleur	4 848,38 € sur 15 ans soit 323.23€/an

6_22 - HEURES SUPPLEMENTAIRES

Madame LOISEAU Marie Luce rappelle à l'assemblée :

Considérant que conformément au décret n° 2002-60 précité, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures accomplies sont indemnisées

Considérant toutefois que Monsieur le Maire souhaite à titre subsidiaire, quand l'intérêt du service l'exige, pouvoir compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que les travaux ont été réalisés à sa demande ou à la demande du chef de service, dans la limite de 25 heures supplémentaire par mois et par agent.

Considérant que les instruments de décompte du temps de travail sont mis en place : feuille de pointage

Considérant que conformément à l'article 2 du décret 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.

1 – Les bénéficiaires

D'instituer selon les modalités suivantes et dans la limite des textes applicables aux agents de l'Etat l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires aux agents relevant des cadres d'emplois suivants :

Cadre emploi
Administratif
Conservation de Patrimoine
Technique
Atsem
Adjoint d'animation

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires demandés par l'autorité territoriale ou le chef de service et selon les dispositions du n° 2002-60 du 14 janvier 2002.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de moyen de contrôle (moyen de contrôle automatisé – décompte déclaratif). Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Pour les agents à temps non complet, les IHTS sont calculés selon le taux horaire de l'agent dans la limite des 35 heures. Au-delà, elles sont calculées selon la procédure normale décrite dans le décret n° 2002-60.

Ces indemnités seront étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires des grades de référence.

2 – La périodicité de versement

Le paiement des indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

3 – La date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

4 – Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront inscrits au budget.

L'organe délibérant après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- **DECIDE** l'instauration des indemnités horaires pour travaux supplémentaires à compter du 01/01/2022
- **DECIDE** la validation des critères tels que définis ci-dessus
- **DIT QUE** les crédits correspondants sont inscrits au budget

7_22 - 1607h

Madame LOISEAU Marie Luce expose :

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures.

Un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	- 104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	- 25
Jours fériés	- 8

Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre d'heures travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1 600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1 607 heures

- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Au vu des éléments exposés, le conseil municipal décide à l'unanimité :

- De conserver les modalités d'organisation du temps de travail des agents de la collectivité en tant qu'elles ne dérogent pas à la réglementation sus exposée.
- Ces modalités prendront effet à compter du 1^{er} janvier 2022

8_22 - BUREAU DE CONTROLE COLLEGIALE

Monsieur WOTAWA Pierre rappelle la délibération n° 56/18 du 17 décembre 2018 portant plan de financement de l'opération 4 de la restauration de la Collégiale Saint Pierre Es Liens et n° 02/19 du 16 janvier 2019 portant attribution de la maîtrise d'œuvre.

Conformément à la réglementation, le recours aux services d'un Bureau de Contrôle est nécessaire pour le lot 5 Electricité.

Des demandes de devis ont été faites à 4 sociétés, toutes ont répondu.

Après analyse des offres en accord avec la maîtrise d'œuvre, le Maire propose de retenir l'offre de la société APAVE pour un montant de 1 950.00 € HT soit 2 340.00 € TTC, avec une intervention ponctuelle de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées d'un montant de 450,00 € HT, soit 540 € TTC.

Après délibération, Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité :

- **VALIDE** le choix du Bureau de Contrôle en retenant la société APAVE, Agence de Troyes, 17 avenue Jean Jaurès BP 43 10153 PONT SAINTE MARIE,
- **ACCEPTE** la proposition qui s'élève à la somme de 1 950.00 € HT, soit 2 340.00 € TTC,
- **ACCEPTE** le contrat d'intervention ponctuelle pour vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées pour un montant de 450,00 € HT, soit 540,00 € TTC,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

9_22 - SUPPRESSION POSTE REDACTEUR

Monsieur DESMIER Jean Louis rappelle à l'assemblée que suite au départ en retraite de Mme CHEVROLAT Geneviève au 31 Décembre 2021.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d'emploi, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique.

Le comité Technique à donner un avis favorable en date du 9 Septembre 2021.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal,

Considérant la nécessité de supprimer l'emploi de REDACTEUR TERRITORIAL à temps non complet, en raison de son départ en retraite,

Monsieur DESMIER Jean-Louis propose à l'assemblée, la suppression de cet emploi, à compter du 1^{er} Janvier 2022.

Après délibération, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- **Décide** la suppression d'un emploi de REDACTEUR TERRITORIAL, à temps non complet, à compter du **1^{er} Janvier 2022**.
- **Décide** de modifier le tableau des emplois de la filière administrative, de la façon suivante, à compter du **1^{er} Janvier 2022** :

Cadre d'emploi : Rédacteur Territorial - Grade : Rédacteur Territorial

ancien effectif : 1 à TNC (80%) - nouvel effectif : 0

Cadre d'emploi : Adjoint Administratif - Grade : Adjoint Administratif Territorial

ancien effectif : 1 à TC - nouvel effectif : 2 à TC.

10_22 - DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur ROYER Georges expose les demandes de subventions suivantes :

Société Avicole et Viticole du Barséquanais :

Demande de subvention pour l'organisation de la foire concours annuelle qui se déroulera les 9 et 10 Avril prochain.

Après délibération, Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité de ne pas accorder de subvention à SAVB

Les PEP 10 :

Demande de subvention pour soutenir les enfants en difficultés. Monsieur ROYER Georges les a contactés pour savoir si des enfants de la commune étaient concernés par cette demande. PEP 10 n'est pas en mesure de lui répondre.

Après délibération, Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité de ne pas accorder de subvention à PEP 10

AFM TELETHON :

Demande d'un soutien financier pour mener à bien ses actions de proximité en faveur des malades et des familles.

Après délibération, Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 50€ à l'association AFM TELETHON

Association BOURSE AUX VETEMENTS Mussy sur Seine :

Suite à la réouverture de la Bourse aux vêtements, Monsieur CHENU Raymond, Président sollicite une subvention exceptionnelle de 300€ pour lui permettre de payer l'assurance et des fournitures diverses.

Après délibération, Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 300€ à l'association BOURSE AUX VETEMENTS de MUSSY SUR SEINE.

La ligue contre le Cancer remercie la Commune pour la subvention exceptionnelle d'un montant de 500€ accordée en mémoire de Monsieur Axel KAHN, ainsi que les visites organisées par l'Office de Tourisme le jour de l'anniversaire de celui-ci, qui ont permis également de collecter la belle somme de 624€.

11_22 et 12_22- ADMISSIONS EN NON VALEUR

Madame LOISEAU Marie-Luce donne lecture des formulaires transmis par la Trésorerie de Bar sur Seine pour admission en non-valeur des produits du budget service Eau – Assainissement et occupation du domaine public :

Après délibération, le Conseil Municipal, accepte à l'unanimité :

ACCEPTE l'admission en non-valeur des taxes et produits irrécouvrables suivants :

- 101€40
- 60€00

COMMUNICATIONS DIVERSES

- Madame BAZIN MALGRAS Valérie, Madame PERROT Evelyne et l'Association « Pour Mieux Vivre Ensemble » présentent leurs vœux pour cette nouvelle année.
- La famille COLLIN remercie la Commune pour son soutien lors du décès de Monsieur Marius COLLIN.
- Une demande d'installation d'un distributeur de pizzas est arrivée en Mairie. La commune accorde déjà un emplacement place de la Mairie à un camion de Pizzas, sarl « Le Virage », et ne souhaite donc pas donner suite à cette demande.
- La newsletter de Madame PERROT Evelyne est disponible pour consultation au secrétariat de la Mairie.
- L'Institut supérieur des Elus propose des formations aux élus dans le cadre du DIF.
- Monsieur le Maire a assisté le 30 Novembre 2021 à la CCBC à Bar sur seine à une réunion sur les « Réserves Naturelles ». Il a été décidé au cours de cette réunion présidée par Monsieur BORGUS, Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aube d'entériner l'avis et les recommandations de la commission territoriale Ouest du Conseil Régional du Patrimoine Naturel Grand Est. C'est donc l'ONF qui reprend le dossier de la Réserve Régionale de la Combe au Loup avec les services de l'Etat. Les élus et la DDT reprennent le dossier de la réserve Naturelle des Pelouses sèches du Barséquanais.
- Des trous sont à reboucher chemin de Saint Langis.

- Concernant les « dos d'âne » sur les chemins d'AF communaux, vérifier la réglementation sur la hauteur à respecter et mise en place de panneaux de signalisation.
- Le chemin « four à chaux » est en mauvais état ; la commission communale des travaux devra se saisir du problème.
- Mme PERRET Marjorie, psychologue interviendra deux jeudis par mois à la Maison de santé à compter du mois de février 2022.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20h30.

Fait à MUSSY SUR SEINE, les jours, mois et an susdits

Le maire,

 